



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 8 février 2021

Extrait de la délibération affiché le **15 février 2021**.

L'an deux mille vingt et un, le **huit février à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 1^{er} février, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Éric **LE FEVRE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Jean-Luc **HEBERT**, Thierry **GOUMENT**, Isabelle **CREVEL**, Virginie **VANDAELE**, Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n°4 – COM.1), Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Virginie **VANDAELE**
Edith **LEROUX** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Gilles **BELLIERE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Alik **PERENDOUKOU** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Thierry **GOUMENT**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Véronique **BLONDEL**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**

Secrétaire de séance

Nicole **LANGLOIS** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 8 février 2021

2021.02/05/INFO1

INFORMATION : DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

M. Jérôme DUBOST, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe les domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT

- Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE2102I_1M	Marchés publics – Rénovation du Bâtiment des Hallettes – lot n°3 : Jointoiement – Avenant n°1
DE2102I_2M	Marchés publics – Travaux d’extension du système de vidéo-protection – avenant n°1
DE2102I_3M	Marchés publics – Acquisition, livraison et mise en service d’un véhicule benne de 3,5 tonnes avec reprise de l’ancien véhicule pour le service des espaces verts
DE2102I_4M	Marchés publics – Acquisition de fournitures scolaires et d’activités manuelles pour les établissements scolaires et services de la commune
DE2101I_1CSJM	CSJM – Attribution subvention CAF pour l’action CLAS 2020
DE2011I_3FI	FINANCES – Modification de la régie de recettes pour l’encaissement des droits d’entrée aux spectacles et animations

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le

SLO

D : 076-217604479-20201216-M_DE2102I_1M-AR

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

DÉCISION N° DE2102I_1M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de travaux complémentaires de rénovation du bâtiment des Hallettes à Montivilliers, pour le lot n° 3 « jointoiement » signé avec l'entreprise PH SERVICES (20/22 rue Raoul Dufy, 76290 Montivilliers) ;
- La nécessité de modifier les travaux prévus au marché ;

DÉCIDE :

- De signer une modification n° 1 avec l'entreprise PH SERVICES concernant la suppression de jointoiement sur certains murs jugés trop dégradés pour pouvoir être jointoyés et conservés en l'état, soit une moins-value de 4.535,00 € HT, 5.442,00 € TTC.
- De ce fait, le montant du marché qui était initialement de 36.972,00 € TTC, passe ainsi à 31.530,00 € TTC.

Imputation budgétaire

Exercice 2020 - Budget annexe : activités

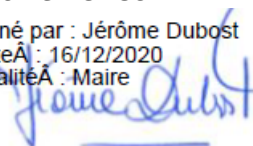
assujetties à la TVA Sous-fonction et rubriques :

90 (interventions économiques)

Nature et intitulé : 2315 (installations matériels et
outillages techniques)

Fait à Montivilliers,
**Par délégation du Conseil
Municipal, Le Maire,
Jérôme DUBOST**

Signé par : Jérôme Dubost
DateA : 16/12/2020
QualitéA : Maire



Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le

D : 076-217604479-20201216-M_DE2102I_2M-AR



Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE



DÉCISION N° DE2102I_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

- CONSIDÉRANT :

- Le marché de travaux d'extension du système de vidéo-protection, à Montivilliers, signé avec l'entreprise CAVAS SAS (191 route du petit Lanquetot – 76210 LANQUETOT) ;
- La nécessité de modifier les travaux prévus au marché ;

- DÉCIDE :

- De signer une modification n° 1 avec l'entreprise CAVAS SAS concernant la réalisation de prestations supplémentaires suivantes :
 - Mise en place de disques durs et acquisition des licences nécessaires au fonctionnement de l'installation, pour une plus-value de 4.027,20 € HT, soit 4.832,64 € TTC.
- De ce fait, le montant du marché qui était initialement de 64.526,00 € TTC, passe ainsi à 69.358,64 € TTC.

Imputation
budgétaire Exercice
2020 - Budget
Principal

Sous-fonction et rubriques : 112 (police
municipale) Nature et intitulé : 2135 (constructions
et installations générales)

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

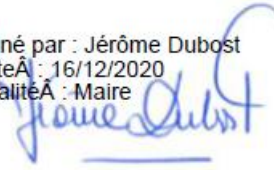
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 16/12/2020

Qualité : Maire





DÉCISION N° DE2102I_3M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 15 décembre 2020 ;

- CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'acquérir un véhicule benne 3.5 tonnes avec reprise de l'ancien véhicule, destiné au service espaces verts de la Ville ;
- la consultation publique organisée le 4 novembre 2020 ;

- DECIDE :

De signer un marché avec l'entreprise RTN SAVIH (480 boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE) pour un montant se décomposant de la façon suivante :

- Coût d'acquisition : 35.000,00 € HT – 42.000,00 € TTC
- Montant de la reprise de l'ancien véhicule : 500,00 € HT – 600,00 € TTC
- Montant de l'offre (acquisition – reprise) : 34.500,00€ HT – 41.400 € TTC

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation
budgétaire Exercice
2021 - Budget
Principal

Sous-fonction et rubriques : 823 (espaces
verts urbains) Nature et intitulé : 2188 (autres
immobilisations corporelles)

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

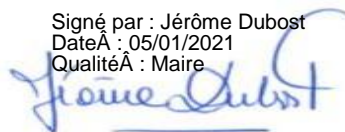
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

DateA : 05/01/2021

QualitéA : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2102I_4M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 15 décembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de relancer un marché de fournitures scolaires et d'activités manuelles pour les établissements scolaires et services de la commune ;
- la consultation publique organisée le 29 octobre 2020 ;

- DÉCIDE :

De signer un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec la société PAPETERIES PICHON

– ZAC l'Orme les Sources – 750 rue Colonel Louis Lemaire – CS 9702 42340 VEAUCHE, pour l'acquisition des fournitures.

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

Maximum annuel HT : 50 000 €

L'accord-cadre est signé pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2021 ou à sa date de notification si ultérieure jusqu'au 31 décembre 2021 pour la première année, puis reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.

Imputation budgétaire
Exercices 2021 et suivants - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : Toutes fonctions
selon les besoins Nature et intitulé : 6067 :
fournitures scolaires

Envoyé en préfecture le 07/01/2021

Reçu en préfecture le 07/01/2021

Affiché le

SLO

D : 076-217604479-20210106-M_DE2102I_4M-AI

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

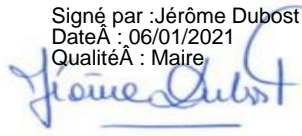
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 06/01/2021


Qualité : Maire



République Française



Envoyé en préfecture le 10/12/2020
Reçu en préfecture le 10/12/2020
Affiché le 
ID : 076-217604479-20201205-DE21011_1CSJM-AU

Envoyé en préfecture le 13/02/2021
Reçu en préfecture le 13/02/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE21011_1CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- L'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, loi n° 2015-991 du 7 août 2015
- L'article L. 1111-8-2 du code général des collectivités territoriales, loi n° 2015-991 du 7 août 2015
- L'article L. 131-1 du code des relations entre le public et l'administration.
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le Centre Social Jean Moulin, acteur de territoire par son projet social en matière de prévention et de soutien aux familles ;

DÉCIDE :


- De se voir accorder une subvention de fonctionnement de la CAF de Seine Maritime pour la mise en place du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité;
- De recevoir la somme de 1 750€ ;

Imputation budgétaire
Exercice 2020 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 6322
Nature et intitulé : 74

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
DateA : 05/12/2020
QualitéA : Maire




Envoyé en préfecture le 13/02/2021
Reçu en préfecture le 13/02/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

Envoyé en préfecture le 20/10/2020
Reçu en préfecture le 20/10/2020
Affiché le 
ID : 076-217604479-20200928-DE2011I_3FI-AU

DECISION N° DE2011I_3FI

MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES POUR L'ENCAISSEMENT DES DROITS D'ENTREE AUX SPECTACLES ET ANIMATIONS

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-6, R.1611-2 à R.1611-5, R.1617-1 à R.1617-18, relatif à la création de régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du 26 mai 2020 portant sur la délégation du Conseil Municipal au Maire pour la création et modification de régies de recettes et d'avances ;

Vu la délibération du 23 février 1995 portant création de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée aux spectacles et animations organisés par le service Culturel ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 24 septembre 2020 ;

DECIDE

De modifier l'article 1 comme suit :

Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes à la Ville de Montivilliers pour l'encaissement des produits suivants :

- Droits d'entrée aux spectacles et animations organisés par le service Manifestations publiques,
- Vente de pots de miel issus des ruches gérées par le service Espaces verts de la Ville,
- Consigne de gourdes pour les artistes et techniciens. Un encaissement sera effectué en cas de non restitution de la gourde. Un état des stocks des gourdes sera tenu.

Pour information, l'ensemble des articles de la régie est repris en annexe.

Ampliation de la présente décision sera :

- Remise au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants
- Transmise à Madame la Sous-Préfète
- Transmise au Comptable public assignataire

Fait à Montivilliers, le 24 septembre 2020

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date À : 20/10/2020
Qualité À : Maire



ANNEXE

Article 2 : Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires
- Carte bancaire
- Chèques réduction du département
- Chèques culture de la Région
- Paiement en ligne (internet)
- Prélèvement automatique
- Virement

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom de la régie.

Article 3 : Cette régie est installée à la Salle Michel Vallery, 1 rue Oscar Commettant, 76290 Montivilliers.

Article 3 bis : Un fonds de caisse d'un montant de 210 € est mis à disposition du régisseur.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 20 000 €.

Le montant de l'encaisse maximum en numéraire est fixé à : 2 000 €.

Article 5 : Le régisseur doit verser la totalité des recettes encaissées au moins une fois par mois.

Article 6 : Le régisseur et les mandataires suppléants seront désignés par le Maire sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 7 : Le régisseur est astreint au cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur. Il demandera son affiliation à l'Association de Cautionnement Mutuel. Il percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Les mandataires suppléants, étant donné la courte durée de leurs fonctions, ne sont pas astreints à un cautionnement. Ils ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

Article 9 : Les recouvrements des produits seront effectués contre délivrance de tickets.

Article 10 : Le régisseur doit produire au Maire les pièces justificatives de recettes au moins une fois par mois.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 13/02/2021

Reçu en préfecture le 13/02/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210208-M_DE210208_5-DE

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.